

Extrait du Spyworld Actu

<http://spyworld.spyworld-actu.com/spip.php?article5817>

# **M. Bush nie l'usage de la torture dans les geôles de la CIA, malgré la multiplication de pièces accablantes**



- Renseignement - International -  
Date de mise en ligne : samedi 6 octobre 2007

---

Spyworld Actu

---

## M. Bush nie l'usage de la torture dans les geôles de la CIA, malgré la multiplication de pièces accablantes

Deux "mémoires" classifiés ayant force d'avis juridique ont été adoptés par la Maison Blanche en mai et à l'été 2005, sans que le Congrès en soit informé. Ils autorisent la CIA à pratiquer, dans la "guerre au terrorisme", des "tactiques d'interrogatoires extrêmes" : empêcher la personne de dormir plusieurs jours durant, la soumettre à des températures extrêmement froides, à des simulacres de noyade, etc. Pratiques qui auraient été employées dans les prisons secrètes de la CIA dans le monde, mais aussi au centre de détention américain de Guantanamo (Cuba).

Révélee jeudi 4 octobre par le New York Times et accréditée par la Maison Blanche, cette information affaiblit la position du président George Bush, qui cherche à nommer un nouveau ministre de la justice, Michael Mukasey, un juge soupçonné d'avoir avalisé des internements abusifs après le 11-Septembre. Il doit bientôt être auditionné par la commission judiciaire du Sénat. Figure de proue du Parti républicain au sein de cette commission, Arlen Specter (sénateur de Pennsylvanie) a déclaré que lui et ses pairs étaient "choqués" par ces révélations. Les républicains, en décembre 2005, avaient en effet voté avec les démocrates une loi bannissant tout "traitement cruel, dégradant ou inhumain" des détenus.

M. Specter s'est dit "plus que surpris" que la Maison Blanche ait adopté des dispositions secrètes pour fournir par anticipation une apparence de légalité à des comportements contraires à la loi sans en informer les élus. Pour le sénateur démocrate du Vermont, Patrick Leahy, le contenu de ces "avis" montre que la présidence Bush a instauré "un régime secret qui réinterprète la loi secrètement".

C'était déjà la thèse d'un livre sorti en septembre aux Etats-Unis. Son auteur, Jack Goldsmith, professeur de droit à Harvard, a été, d'octobre 2003 à juin 2004, chef du bureau du conseil juridique à la Maison Blanche. A ce titre, il lui a été demandé de rédiger de nombreux "avis", en particulier sur l'usage de la torture.

Le livre de ce néoconservateur déclaré, *The Terror Presidency*, est une longue litanie de ses tentatives pour résister aux demandes de ses supérieurs. Les deux hommes qu'il met le plus directement en cause sont Robert Gonzales, à l'époque conseiller juridique du président Bush et futur ministre de la justice, et David Addington, alors conseiller juridique du vice-président Dick Cheney et actuellement son chef de cabinet.

Jack Goldsmith décrit comment les deux hommes n'ont cessé d'exiger qu'il trouve une justification juridique aux internements sans procès, à la torture et au fait que les "ennemis combattants" ne sont pas concernés par les conventions internationales. Ils lui faisaient comprendre qu'il n'avait pas été embauché pour ses compétences, mais pour faire ce qu'on lui demandait. M. Goldsmith a donc fini par partir, "épuisé et écoeuré". Son successeur, Steven Bradbury, a rédigé les deux "mémos" révélés aujourd'hui.

L'essentiel de l'ouvrage réside dans la description d'une présidence obnubilée par le secret, cherchant à contourner ou à réduire les prérogatives des institutions démocratiques, en leur cachant des informations. M. Goldsmith adhère et adhère toujours à la "guerre au terrorisme". Simplement, il estimait que, plutôt que d'agir secrètement, la présidence pouvait sans risques faire avaliser sa politique par un Sénat et une Chambre dominés par les républicains. De plus, après le 11-Septembre, les démocrates ne pouvaient faire une opposition frontale sur les questions de terrorisme. M. Goldsmith assure avoir répété qu'ignorer délibérément les élus était une erreur grave qui serait, à terme, préjudiciable.

Aujourd'hui, les démocrates, majoritaires au Congrès, exigent la divulgation de tous les "mémoires secrets" portant sur les "interrogatoires sévères". La présidence a déjà annoncé son refus. "Notre gouvernement ne torture pas, a répété, vendredi 5 octobre, M. Bush. Le peuple américain attend que nous accédions à l'information, pour le protéger. C'est notre boulot."

## **M. Bush nie l'usage de la torture dans les geôles de la CIA, malgré la multiplication de pièces accablantes**

---

*Post-scriptum :*

<http://www.lemonde.fr/web/article/0...>